



# Le rapport alarmant d'Amnesty International: Eritrea, 20 years of independence but still no freedom

Fiche pratique publié le 16/11/2013, vu 1445 fois, Auteur : [Legalinfo](#)

C'est dans un rapport de 46 pages rédigé en mai dernier que l'ONG Amnesty International a fait état de la situation Érythréenne.

## Droits de l'homme et dictature: Le rapport alarmant d'Amnesty International: Eritrea, 20 years of independence but still no freedom

C'est dans un rapport de 46 pages rédigé en mai dernier que l'ONG *Amnesty International* a fait état de la situation Érythréenne.

L'Érythrée est un petit pays de la corne de l'Afrique. S'il demeure relativement peu connu, la dictature dont il est pourtant victime est probablement l'une des plus sanglantes du monde.

L'Érythrée a en effet obtenu son indépendance de l'Éthiopie il y a plus de 20 ans, en 1993. Depuis ce jour, il n'y a pas eu d'élection et le pays s'est progressivement fermé sur lui-même, permettant ainsi au dictateur de maintenir un régime de violation du droit international et des droits de l'homme. *Reporters sans Frontières* a classé l'Érythrée en dernière position, derrière la Corée du Nord, sur la question de la liberté de la presse, en 2013.

La dictature est définie comme un "Régime politique dans lequel le pouvoir est détenu par une personne ou par un groupe de personnes (junte) qui l'exercent sans contrôle, de façon autoritaire ». (Dictionnaire Larousse).

Mais que peut concrètement le droit international face à elle? La question semble très complexe mais, à constater sur la situation dans laquelle se trouve l'Érythrée, il semblerait qu'il soit extrêmement difficile de réagir.

Amnesty International a fait le choix d'écrire ce rapport, se basant presque exclusivement sur des témoignages d'Érythréens exilés au quatre coins du monde, préférant souvent rester anonymes, par crainte du gouvernement Érythréen même à des milliers de kilomètres.

L'ONG y déplore le manque de respect des obligations de droit international des droits de l'homme: « The significant majority, if not all, of these arrests, violate Eritrea's obligations under international human rights law. The rights to freedom of opinion and expression, freedom of religion and belief, and freedom of movement are protected under the International Covenant on Civil and Political Rights (ICCPR), and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICESCR), to both of which Eritrea is a state party ». L'Érythrée est donc bien liée au droit international des droits de l'homme, mais ceux-ci ne sont tout simplement pas respectés.

Le rapport d'Amnesty se veut alarmant, parfois même choquant, notamment quand on sait que

l'Érythrée compte actuellement 314 camps de détention et que les arrestations sont plus qu'arbitraires. Ainsi, une grande partie de la population qui tente de fuir se retrouve arrêtée, pire encore : les parents de ceux qui ont tenté un exil peuvent se retrouver en prison, car considérés comme responsables. C'est le cas d'un père de 70 ans envoyé en prison pour avoir eu un fils qui a tenté de fuir.

Amnesty, en écrivant ce rapport, jette une bouteille d'eau à la mer, celui-ci s'achevant sur des recommandations émises à l'attention du "Président" actuel à l'attention du Président actuel Isaias Afewerki.

Le lien vers le rapport:

<http://www.amnesty.org/en/library/info/AFR64/001/2013/en>